



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
5 avril 2012

Original: français

Comité des disparitions forcées

Deuxième session

Compte rendu analytique de la 18^e séance*

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 30 mars 2012, à 16 heures

Président: M. Decaux

Sommaire

Programme de travail de la troisième session

Adoption du rapport sur les travaux de la deuxième session et adoption du rapport annuel à l'Assemblée générale

Projet de directives pour l'établissement des rapports des États parties

Adoption du Règlement intérieur

Clôture de la session

* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour la 16^e et la 17^e séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 16 h 25.

Programme de travail de la troisième session

1. **Le Président** indique que la troisième session durera deux semaines, du 29 octobre au 9 novembre 2012. Le Comité devra traiter des communications, des informations et des demandes qu'il aura reçues et, il faut l'espérer, commencera l'examen des rapports des États parties. Suite aux débats thématiques avec des organes intergouvernementaux que le Comité a tenus à la deuxième session sur la question des acteurs non étatiques et sur la question des femmes et des enfants en tant que groupe vulnérable, il est prévu de reprendre la question des acteurs non étatiques pour en faire le thème d'une journée de débat général public intitulé «La responsabilité des États et le rôle des acteurs non étatiques». Le Comité étudiera aussi en séance privée la question de la traite des êtres humains au regard des disparitions forcées et le problème du non-refoulement et les implications de l'article 16 de la Convention. Il recevra le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et prévoit d'avoir des rencontres avec d'autres mécanismes, dont le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ayant achevé la partie procédurale de ses travaux, le Comité devrait pouvoir se concentrer sur la surveillance de la mise en œuvre de la Convention.

Adoption du rapport sur les travaux de la deuxième session et adoption du rapport annuel à l'Assemblée générale

2. **M. Hazan** (Rapporteur) dit que le rapport sur les travaux de la deuxième session contiendra un état des ratifications et des déclarations faites au titre de l'article 32. Il comportera un résumé de la séance d'ouverture de la deuxième session, une description des méthodes de travail du Comité, des directives pour l'établissement des rapports et des méthodes de travail relatives aux articles 30, 31 et 33 de la Convention, ainsi que des questions telles que la stratégie à suivre en vue d'obtenir la ratification, et l'élaboration de modèles de loi. Un chapitre sera également consacré aux réunions avec les États parties et les États tiers, les institutions intergouvernementales et les institutions nationales de défense des droits de l'homme, ainsi que les organisations non gouvernementales.

3. *Le projet de rapport sur les travaux de la deuxième session est adopté ad referendum.*

4. **M. Hazan** (Rapporteur) dit que le projet de rapport annuel que le Comité des disparitions forcées présentera à l'Assemblée générale sera une compilation des rapports sur les travaux de la première et de la deuxième session du Comité et comportera aussi l'ordre du jour de la troisième session.

5. *Le projet de rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale est adopté ad referendum.*

Projet de directives pour l'établissement des rapports des États parties

6. **M. Al-Obaidi** (Rapporteur) dit que les directives contiennent des renseignements utiles aux fins d'une présentation harmonisée des informations. En soumettant des rapports conformément à l'article 29 de la Convention, les États parties joueront un rôle fondamental dans la surveillance de la mise en œuvre de cet instrument. Certains États parties ont annoncé qu'ils présenteraient un rapport dès la troisième session. La Convention établit que les États doivent présenter leur premier rapport périodique dans les deux années suivant la ratification.

7. *Le projet de directives pour l'établissement des rapports est adopté.*

Adoption du Règlement intérieur

8. **Le Président** dit que le Règlement intérieur provisoire a été révisé et propose au Comité de l'adopter en vue de sa publication dans les six langues officielles.

9. *Le Règlement intérieur est adopté.*

10. **Le Président** dit que le Comité a été très honoré de la présence à l'ouverture de la deuxième session de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, qui a prononcé un discours fort sur le rôle du Comité et l'importance du renforcement du système des traités. Grâce au travail effectué en amont de la session, le Comité a fait preuve d'une grande efficacité; investi d'une responsabilité permanente, il poursuivra ses travaux entre les sessions, en collaboration avec le secrétariat.

11. Le Comité a des obligations de moyens, qui consistent à mettre en place un cadre juridique, une méthodologie et les outils pratiques nécessaires. Il s'en est acquitté à trois niveaux: à un premier niveau, il a adopté son règlement intérieur; à un deuxième niveau, il a traduit ce règlement en des outils méthodologiques, qui sont les directives pour l'établissement des rapports que les États doivent soumettre au titre de la Convention, le formulaire pour les appels urgents et le formulaire pour les communications présentées par des particuliers en vertu de l'article 31; à un troisième niveau, il a débattu des moyens de mieux faire connaître le Comité, la Convention et les protections qu'elle offre auprès du grand public, en particulier des victimes, de leurs proches et des associations qui les soutiennent. Le Comité dispose déjà d'une fiche d'information, qui devra être mise à jour, et il envisage d'élaborer des fiches d'information qui devraient être diffusées dans tous les États, même ceux qui ne sont pas parties à la Convention. Il a affiché sur son site Web une carte indiquant les États qui ont signé ou ratifié la Convention, et il prévoit d'y ajouter d'autres éléments utiles, tels que des outils pédagogiques. Il devra également effectuer un travail d'information pour expliquer son rôle par rapport à d'autres organes qui existent de longue date et qui sont dotés de fonctions similaires.

12. Le Comité a également des obligations de résultats, et il s'est fixé trois priorités. La première est de mettre en place une stratégie pour encourager la ratification de la Convention, qui constitue pour les États parties un outil de prévention, une «assurance tous risques» et une garantie pour l'avenir. Pour mener cette tâche à bien, le Comité s'appuiera sur le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, qui peut promouvoir la Convention par l'intermédiaire des missions dans les pays et des rapporteurs spéciaux, sur les institutions nationales de protection des droits de l'homme, qui peuvent également, dans le cadre de leur mandat, effectuer un travail de sensibilisation à la Convention, et sur les organisations non gouvernementales, partenaires privilégiés pour faire connaître, ratifier et respecter la Convention. Le Comité envisage en outre de réfléchir aux bonnes pratiques en ce qui concerne la législation, et d'examiner, sans attendre de recevoir les rapports des États parties, les types de lois existant dans les différents systèmes juridiques, pour établir des modèles de bonnes pratiques afin d'aider les États à franchir le pas de l'adhésion. Le Comité participera également à la conférence qui se tiendra à Berlin en avril 2012 et à la Journée internationale des victimes de disparition forcée, célébrée au mois d'août, qui seront pour lui l'occasion d'exprimer son engagement et d'appeler l'attention des États sur le rôle que joue la Convention en matière de prévention et de protection. La deuxième priorité est de préparer la mise en œuvre effective de la Convention, qui prévoit que les États parties présentent systématiquement un rapport initial, mais que par la suite une procédure plus souple peut être adoptée au moyen de questionnaires ou d'approches thématiques. Le Comité souhaite associer toutes les parties prenantes à ses travaux dans ce domaine, et il accueillera donc avec intérêt des rapports parallèles ou d'autres contributions. Il a déjà adopté des directives pour l'établissement des rapports par les États parties et il lui reste donc à élaborer des directives pour l'examen de ces rapports par le Comité. Il devra également concevoir différents outils conceptuels car si les procédures applicables en vertu

des articles 31 et 32 de la Convention sont clairement définies, il n'en va pas de même pour la mise en œuvre d'autres dispositions telles que les articles 33 et 34, qui exige que des critères ou repères, notamment des seuils d'alerte, soient arrêtés. Le Comité doit également s'atteler à l'interprétation de la Convention. Il est encore trop tôt pour se lancer dans la rédaction d'observations générales; toutefois, toute une série de notions très précises présentes en germe dans la Convention doivent être progressivement identifiées, interprétées et clarifiées. La troisième priorité est la coopération avec d'autres acteurs. Des liens ont été tissés avec le monde académique grâce une conférence organisée en collaboration avec l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains. En outre, le Comité a tenu une réunion avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle des États non signataires de la Convention ont assisté. Il s'est également entretenu avec des représentants d'organismes du système des Nations Unies, notamment avec un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. De plus, à l'invitation de l'ancien Président du Groupe de travail, un membre du Comité, M^{me} Janina, assistera en 2012 à un séminaire organisé à Addis-Abeba par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et ONU-Femmes. Le Comité devrait avoir de nouveaux contacts avec ces deux organes au cours de sa prochaine session. De plus, le Président-Rapporteur du Groupe de travail et le Président du Comité ont été invités à présenter ensemble le rapport à l'Assemblée générale. Dans le cadre de la collaboration entre les deux organes, il faudra établir une méthodologie pour éviter qu'ils ne fassent double emploi, concernant notamment les appels urgents et les visites dans les pays. Une collaboration est également nécessaire en ce qui concerne l'interprétation des deux instruments. Le Groupe de travail, qui est chargé d'interpréter la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, élabore actuellement deux projets d'observation générale, l'un sur les femmes, l'autre sur les enfants, qu'il a bien voulu transmettre au Comité. Le Comité est quant à lui chargé d'interpréter la Convention qui, sur certains points, va plus loin que la Déclaration, et qui est de nature différente puisqu'elle est contraignante. Il est indispensable que les deux organes s'entendent sur la définition de certaines notions et sur l'interprétation de certaines normes car ils ont la responsabilité collective de donner toute leur lisibilité et toute leur efficacité aux instruments de référence.

13. Après un échange de remerciements et de félicitations, **le Président** prononce la clôture de la deuxième session du Comité des disparitions forcées.

La séance est levée à 17 h 5.